

dans les forces armées depuis six mois, il leur tardait de quitter l'uniforme. C'est ce qu'ils ont fait le plus tôt possible pour revenir à la vie civile. Si tous les militaires étaient libres d'en faire autant dès aujourd'hui, demain les services seraient tout à fait démunis. Mais on a trouvé un moyen habile d'empêcher cela. Les militaires me disent—et j'ai des lettres pour l'attester à mon bureau—que si un militaire veut être licencié, il doit avoir un emploi disponible et, en outre, donner un avis de six mois. Bref, il doit prouver aux autorités qu'on lui réservera un emploi pendant six mois. C'est la seule raison, selon moi, pour laquelle les forces armées ne sont pas actuellement démunies au point qu'il n'y aurait pas suffisamment de soldats pour défendre la colline du Parlement contre l'invasisseur venu de Hull.

Je conseillerais au ministre de s'inspirer du député de Victoria (C.-B.) (M. Groos) et d'imiter son comportement pendant le débat. Je pense que le député de Victoria a rendu d'excellents services et je suis heureux de le voir présider le comité permanent. J'espère qu'il conservera le calme et la modération dont il a fait preuve aujourd'hui et surtout qu'il influencera en ce sens le ministre.

**M. W. B. Nesbitt (Oxford):** Pour ma part, j'estime que la plus importante des questions dans le présent débat est de savoir si la mesure proposée en vue, nous dit-on, d'unifier nos armes, va entraîner une importante modification de notre politique étrangère et de notre politique de défense et, le cas échéant, si pareille modification est souhaitable. Jusqu'à ce jour, le gouvernement et en réalité divers organismes ont brouillé les pistes, pour ainsi dire, au point de confondre les véritables questions en jeu. Le gouvernement est resté silencieux sur tellement de questions concernant la mesure qu'on comprend mal qu'il puisse avoir l'audace de demander au Parlement d'approuver la mesure en principe avant d'avoir répondu à ces questions ou éclairci les détails.

• (4.40 p.m.)

A mon avis, l'objet du bill devrait être étudié conjointement par le comité de la défense et le comité des affaires extérieures pour qu'on y élucide les détails de la mesure et le programme de défense à longue échéance du gouvernement. A ce moment-là seulement la Chambre pourra approuver ou rejeter la mesure en principe. Le gouvernement et le ministre ont été vagues et ambigus

[M. Martin.]

au sujet de bien des aspects de la mesure, mais il semble vraiment, malgré toute l'imprécision, que les éléments suivants seront essentiels.

Premièrement, le gouvernement a l'intention d'instituer une arme unique qui portera un seul uniforme dont on n'a pas encore, paraît-il, choisi le modèle, et tous les grades seront un amalgame de ceux donnés à l'heure actuelle dans les armes existantes. Le gouvernement semble aussi vouloir réaliser cet objectif d'ici un certain nombre d'années, peut-être d'ici trois ou quatre ans.

Deuxièmement, la nouvelle arme sera, semble-t-il, extrêmement mobile et bien armée. A cet égard, elle sera probablement très efficace. Elle ressemblera à une sorte de corps d'infanterie de marine ou peut-être, comme quelqu'un l'a dit, à une force de police modifiée. J'imagine qu'elle ressemblera plutôt à la première formule.

Troisièmement, l'aviation et la marine semblent devoir un jour se borner à un rôle de transport et de soutien. Ces trois points de vue semblent émaner du flot de documents qu'on a distribués. Comme on l'a signalé cet après-midi, le service de relations extérieures du ministre est déjà mis en place à l'étage, distribuant aux journalistes des documents sur ce programme. Il est difficile aux députés de concurrencer cette puissante tribu car elle peut plus facilement que nous communiquer avec la presse. Toutefois, je souhaite que les journalistes n'oublieront pas d'écouter les arguments avancés à la Chambre et qu'ils ne se contenteront pas seulement des brochures qu'ils reçoivent des préposés aux relations extérieures du ministre. Je dirai en passant que cette équipe a été très habile. Je la félicite d'avoir pu vendre au public une image économique, efficace et moderne de cette nouvelle force unifiée.

En ce qui concerne les économies, il faut s'en tenir aux faits. Jusqu'ici, on a suscité bien des doutes quant à savoir si cette nouvelle force réalisera des économies. On pourrait, à mon avis, le déterminer lorsque le bill sera déféré au comité. A cette fin—et à cette fin seulement—je ne vois rien à redire à ce que le bill soit déféré au comité après avoir subi la deuxième lecture. Mais mon approbation d'un procédé de ce genre ne va pas plus loin.

Le deuxième aspect du bill que le ministre et ses cohortes ont «vendu» au grand public, prétend assurer une plus grande efficacité. Cette nouvelle force, en effet, sera peut-être plus efficace que l'autre. Mais à quelle fin?